

LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Maxime REYMOND

Des raisons pour les catholiques de
se réjouir de l'heure présente (1)

Dans *Echos de Saint-Maurice*, 1907, tome 9, p. 97-107

© Abbaye de Saint-Maurice 2010

Des raisons pour les catholiques

DE SE

réjouir de l'heure présente ⁽¹⁾

La persécution religieuse qui sévit depuis de longues années en France est loin de prendre fin. Elle a commencé le jour où l'école primaire est devenue laïque, c'est-à-dire le jour où l'on a encouragé l'instituteur à arracher du cœur de l'enfant les sentiments religieux que la famille quelquefois, le prêtre toujours y avait mis. Elle a continué par les entraves apportées, par la loi militaire, au recrutement du clergé, par les modifications introduites à la législation sur le mariage. Puis, plus récemment, les événements se sont précipités. Les congrégations religieuses ont été dissoutes, et l'enseignement libre catholique a été rendu extrêmement difficile. Enfin, déchirant uni-latéralement le pacte qui unissait l'Eglise et l'Etat depuis un siècle, le gouvernement français a réduit le clergé à mendier son pain et son gîte, et il n'est pas certain maintenant que les églises même où des séries de générations ont prié Dieu, ne soient enlevées désormais à ses ministres, et ce qui, dans ces terribles épreuves, est de nature à nous attrister particulièrement, c'est de voir tout autour de nous les écrivains et la presse louer les persécuteurs,

(1) Nous remercions l'auteur de cette belle Conférence toute d'actualité d'avoir livré à nos *Echos* son précieux manuscrit.

(La Rédaction)

atténuer ou omettre ce qui dans leur conduite, est trop injustifiable, et réserver aux victimes toute la sévérité de la critique.

Ce pénible spectacle est si commun que l'on vient à se demander si l'Eglise, si le christianisme ne traversent pas l'une des plus mauvaises périodes de leur histoire, et si leur déchéance pendant de longs siècles, quelques-uns même disent pour toujours, n'est pas inévitable. Involontairement, les paroles de saint Pierre Damien montent aux lèvres : « Le monde, disait-il, se précipite dans l'abîme de tous les vices. Les prêtres ne reçoivent plus le respect qui leur est dû, les saints canons sont foulés aux pieds, l'ardeur qu'on devrait avoir pour le service de Dieu est uniquement employé à la poursuite des biens de la terre. L'ordre légitime du mariage est confondu. Qui rougit du parjure, de l'impudicité et du sacrilège ? Le monde entier est comme une mer agitée par la tempête ; les dissensions et la discorde, semblables à des flots, agitent tous les cœurs. »

Il semble vraiment que ces paroles prononcées il y a près de mille ans, datent d'hier. Et plusieurs, se les appropriant, se retirent dans la paix de leur cahier et du travail pour gémir sur la misère des temps présents et ne se soucient plus que de leur salut individuel. Ils se replient d'autant plus sur eux-mêmes que l'habitude de désespérer, les rend extrêmement impressionnables et susceptibles, et que le moindre échec, le moindre heurt, la moindre dissonance rencontrée autour de soi les décourage. Et eux aussi, quelquefois, se joignent aux accusateurs. Il est terrible, disait Louis Veillot d'un de ses contemporains, il agite des questions. Elle est terrible, elle est gênante, elle est inopportune, disent aujourd'hui les craintifs, de l'Eglise, elle soulève des questions irritantes de droit et de justice, alors qu'elle serait intéressée à s'accommoder de ce qu'un gouvernement très puissant veut bien lui accorder, elle perd tout en pratiquant la politique du tout ou rien ! En vérité, les chefs de

l'Eglise sont infiniment moins habiles que MM. Clemenceau et Briand.

Que faut-il penser, Messieurs, de cet état d'esprit ? Avons-nous maintenant le droit de trouver l'heure perdue et le mal incurable ? Devons-nous nous borner à nous frapper la poitrine en nous écriant *Mea culpa, mea culpa* ? Je ne le pense pas. Je pense, au contraire, que l'Eglise enregistre en ce moment une des belles pages de son histoire, et je vous demande la permission d'exposer ici quelques-unes des nombreuses raisons que nous avons de nous réjouir.

Et si vous le voulez bien, allons directement au cœur de la question, aux affaires de France. Sans doute, il est certain qu'en ces derniers temps un grand et douloureux déchirement s'est fait. Il y a bien longtemps que l'accord entre l'Eglise et l'Etat n'existait plus, et la séparation qui vient d'être brutalement prononcée ne marque que le point extrême de divergences qui éclataient à chaque instant et dans tous les domaines depuis de nombreuses années. Mais on avait conservé officiellement une lumière qui leurrait beaucoup d'esprits, et cela même avait de très fâcheuses conséquences car lorsque les gens simples voyaient les gouvernements s'en prendre tous chacun à leur tour aux principes les plus essentiels du christianisme tout en ayant l'air de soutenir l'Eglise et de l'accabler de politesses, ils en venaient à se demander si en définitive l'Eglise ne représentait plus qu'une religion de rites et de formules figées avec laquelle on pouvait en prendre à son aise. De là ces paroisses où tous se mariaient à l'église, faisaient ondoyer leurs enfants et bénir leurs morts, mais où la foi réelle et vivante était morte, depuis fort longtemps parfois. Et cela explique aussi en partie, pourquoi malgré les appels de la presse catholique, les Français avaient vu avec indifférence les dernières persécutions, pourquoi, aux élections

générales de mai 1906, ils avaient donné aux persécuteurs une majorité incontestable. Je dis que cela explique en partie cette indifférence, car il est certain aussi que dans beaucoup de cas, les électeurs ont été trompés par des paroles fallacieuses.

Mais ce régime, malgré les fâcheuses conséquences que je viens d'indiquer, avait cet avantage de régler d'une façon à peu près satisfaisante, et sans bourse déliée pour les fidèles, la question financière, la question de l'entretien du clergé et celle de l'entretien de l'église. Il avait encore cet avantage de donner au prêtre un caractère officiel qui ne laissait pas que de faire quelque impression sur le peuple. Aujourd'hui tout est rompu, l'Eglise catholique en France n'a plus une parcelle d'autorité ou de fortune, le prêtre n'est plus qu'un simple particulier, et il ne sait pas comment demain il pourra continuer à célébrer le service divin. Et le peuple catholique ne proteste pas contre cette situation, il paraît rester impassible, et les quelques protestations qui s'élèvent sont sans aucun effet pratique. La France catholique est morte.

C'est vrai en apparence du moins. Tout un passé, tout un régime vient de disparaître, et je ne crois pas que jamais il revienne. Mais ne nous y trompons pas. Une France nouvelle est née, et cette France nouvelle ne sera pas moins chrétienne que l'ancienne. Peut-être même le sera-t-elle plus volontairement, plus consciemment.

Il est encore trop tôt pour faire l'historique des événements dont nous n'avons eu jusqu'ici que les commencements. Nous pouvons cependant dès maintenant marquer quelques-unes des étapes parcourues. Au moment de la séparation, beaucoup, et ils n'étaient pas des moindres, demandaient au Pape de tolérer les associations cultuelles prévues par la loi de 1905. Il apparaissait que la formation de ces associations permettait de garder tout ce qui était

possible du patrimoine de l'Eglise et de ménager ainsi la période transitoire.

Le Souverain Pontife en a jugé autrement. Il a considéré d'une part que la loi limitait à tel point la faculté d'acquiescer des associations que leur bon fonctionnement serait difficile, d'autre part qu'en ignorant complètement la hiérarchie ecclésiastique, la loi mettait le clergé à la merci d'associations qui toutes représentaient officiellement l'Eglise. Ce qui, dans des cas exceptionnels, peut être toléré dans un milieu restreint, ne saurait être admis comme le régime régulier d'un grand pays comme l'est la France. Pie X a en conséquence interdit les associations culturelles.

Ce fut une faute, ont dit les journaux non catholiques. La vérité, c'est que le Souverain Pontife a, par là, assuré l'indépendance de l'Eglise. C'est l'évêque seul qui, nommé par le Pape, délègue à son tour les curés chargés essentiellement d'annoncer l'Evangile à la foule et d'assurer aux fidèles l'administration des sacrements. C'est l'évêque qui pourvoit à l'entretien du curé, par les contributions volontaires de la paroisse sans doute, mais par des contributions qu'il aura canalisées et dont il sera le seul dispensateur. L'évêque en outre peut recevoir des dons et des legs en quantité illimitée, ce que la loi interdisait aux associations culturelles.

En repoussant ainsi les associations, le Pape a placé le clergé dans les meilleures conditions possibles pour qu'il puisse se livrer sans réserve à l'apostolat des âmes.

Voilà donc un premier résultat acquis, et il est de nature à nous laisser indifférents aux attaques des adversaires de Pie X. Le Vicaire du Christ s'est pénétré de la maxime : « Cherchez le royaume du ciel, et le reste vous sera donné par surcroît » Le reste, c'est-à-dire les biens temporels indispensables au bon exercice du culte, viendra, et l'observateur attentif peut déjà entrevoir comment. Mais ce n'est pas sur ce point que je veux insister.

Ce qui m'a le plus profondément frappé, dans les derniers événements, c'est la soumission absolue et unanime des évêques et des curés français aux directions du Souverain Pontife. On avait tellement parlé de la possibilité d'un schisme, et aussi de défections dans le clergé qu'on avait fini par craindre. Or, ces craintes étaient vaines. Sur 40.000 prêtres on en citerait à peine une demi-douzaine qui ne soient pas restés fidèles au Saint-Siège. Et voici précisément une grande raison de nous réjouir. Cette unanimité faisait défaut en France, il y a un siècle, au moment de la constitution civile du clergé, et au moment de la conclusion du Concordat. Elle faisait défaut en Allemagne avant 1848. Et parce qu'elle est assurée aujourd'hui, elle constitue un grand progrès et aussi une puissance invincible. Le clergé français, calme et souriant sous la tempête, est prêt à l'action concordante.

Et chose inouïe, cette action concordante, nous la voyons même commencer chez les laïques. Les événements actuels ont effacé les barrières politiques qui séparaient les catholiques. On ne parle plus de royalisme et de bonapartisme. Il n'y a plus que des catholiques respectueux des lois républicaines en tant qu'elles n'offensent pas la conscience. Sans doute les générations qui vont disparaître se résolvent difficilement à renoncer à des idées pour lesquelles elles ont lutté avec un courage d'autant plus respectable qu'il a été malheureux. Mais la jeunesse catholique se place de plus en plus sur le terrain d'une République démocratique, qu'ils s'efforcent de vouloir rendre chrétienne. Les jeunes d'aujourd'hui ne récolteront pas, il est vrai, ce qu'ils sèmeront. Mais patience, la moisson viendra.

Au surplus, qu'on regarde de plus haut. Il y a soixantedix ans, Montalembert stupéfiait la Chambre des pairs en se proclamant catholique. La noblesse, la bourgeoisie étaient profondément voltairiennes, profondément indifférentes, non pas seulement aux rites, mais surtout à la

doctrine de l'Eglise. Seul, le peuple croyait encore, par foi raisonnée ou par habitude. L'indifférence était, je le répète, générale.

Aujourd'hui, les temps ont bien changé.

Le peuple, il est vrai, paraît s'être éloigné davantage du catholicisme. Pourquoi ? J'ai indiqué plus haut l'une des causes. Il y en a d'autres : le mauvais exemple donné par cette noblesse et cette bourgeoisie voltairienne, le luxe insensé de certaines familles, la rapacité de capitalistes qui ne donnent aux bonnes œuvres que l'argent dont ils privaient indûment leurs ouvriers, qui pratiquaient la charité au détriment de la justice. Et il faut bien s'en rendre compte, tant que ce mauvais exemple sera donné par des catholiques dévots, le retour de la foule à la foi chrétienne sera malaisé.

Mais il est certain qu'une réforme sérieuse s'accomplit dans la vie intérieure de la société cultivée. Un des journalistes de notre pays qui nous sont le plus hostile reconnaissait franchement naguère que la bourgeoisie française revenait au catholicisme. Nous pouvons nous en rendre compte un peu par ce grand salon mondain qu'est l'Académie française, où les déclarations de foi chrétienne se multiplient, alors qu'au jour où Pasteur y pénétra, sa manifestation religieuse parut extraordinaire, pour ne pas dire hors de saison.

Aujourd'hui, de plus en plus, les volontés et les croyances s'affirment. On n'est plus comme autrefois d'une indifférence respectueuse vis à vis de l'Eglise. On croit ou l'on nie. On se trompe, en approfondissant les causes de sa croyance. Et les professions de foi se multiplient dans le monde intellectuel. Celle de Brunetière est loin d'être un acte isolé. Dans le monde universitaire français, une véritable rénovation chrétienne apparaît depuis une quinzaine d'années.

Si nous voulions en trouver les causes, nous irions les chercher dans l'insuffisance manifeste de la science à résoudre les problèmes religieux, dans l'insuffisance des

doctrines de la Révolution française, à résoudre les questions économiques. Nous les chercherions aussi dans une culture scientifique qui apparaît de plus en plus forte chez les catholiques français, attire l'attention, inspire le respect, gagne la sympathie. N'y a-t-il pas là de sérieuses raisons de se réjouir, et pense-t-on que le retour de la bourgeoisie à la pratique du catholicisme, n'aura pas sa répercussion sur le peuple lui-même ?

Au surplus, le peuple lui-même est-il si éloigné du catholicisme qu'il le semble ? Il ne faudrait pas le juger d'après ses votes électoraux. Le parti radical dispose du pouvoir et de tous les moyens de pression qui en découlent. Il profite aussi du fait qu'il a su s'identifier avec la République, alors que les catholiques se confondaient trop souvent avec les monarchistes. Mais regardez en ce moment. La grande majorité des maires se sont déclarés disposés à signer le contrat de jouissance des églises proposé par les évêques. Dans la plupart des paroisses, la contribution demandée par les évêques pour le clergé a été souscrite avec empressement. Qu'est-ce que cela prouve, si non que la foi demeure au sein des foules, et qu'une fois avivée par les difficultés de l'heure présente, elle se manifesterà un jour ou l'autre avec force.

Qu'on veuille bien se souvenir d'ailleurs que les victoires des catholiques allemands ne sont pas le résultat d'une formation de quelques années, mais d'un demi-siècle au moins. Il faut lire le remarquable ouvrage que M. Georges Goyau a consacré à l'Allemagne catholique avant 1848, pour se rendre compte de l'énorme transformation religieuse accomplie outre-Rhin au XIX^e siècle, de la distance considérable qui sépare le point de départ du point d'arrivée que nous voyons aujourd'hui.

« Dans le premier quart du 19^e siècle, dit M. Goyau, la faiblesse du catholicisme allemand, sa pauvreté, son apparence

fragilité, inspiraient mépris ou compassion. Il avait perdu tout crédit sur les esprits : soit qu'on le respectât, soit qu'on le raillât, on ne réputait en lui qu'une pieuse routine, il avait à peu près perdu ses cartes : la main de Dieu enlevait les évêques, la main des hommes supprimait les évêchés. Il avait perdu ses biens : les pouvoirs laïques s'approprièrent à faire l'aumône à l'Eglise, ou à la lui refuser. Il avait perdu ses actes religieux, ses bibliothèques monastiques, ses universités, ses ressources de travail et ses centres de prières. Ainsi s'accumulaient les deuils, accablant les consciences et noircissant le ciel.

Voilà ce qu'était l'Eglise catholique en Allemagne vers 1820. Regardez maintenant ce qui se passe en France, et vous constaterez certainement que la situation est aujourd'hui meilleure déjà outre Jura qu'elle ne l'était alors outre Rhin. L'Eglise en France est abattue et outragée, mais ceux-là même qui la persécutent rendent hommage à sa puissance, et quoiqu'ils affirment pouvoir la vaincre, ils n'en sont pas du tout sûrs.

Or, partie de si bas, l'Eglise allemande s'est rapidement transformée, tant et si bien qu'en 1841, l'illustre publiciste Görres s'écriait : « L'Eglise se dresse plus victorieuse, plus assurée, plus forte qu'elle ne le fut depuis des siècles. » En 1846 le cardinal Altieri proclamait que « l'état de la religion en Allemagne était réellement meilleur et plus consolant qu'autrefois. » Le général de Radouvitx notait à la même époque une renaissance de l'esprit catholique, et l'évêque d'Eichslätt saluait en 1848 « l'ère nouvelle de l'avenir religieux ». Dans le premier quart du siècle, à peine l'Eglise avait-elle des ennemis, mais bien plutôt des spectateurs indifférents de ce qu'on croyait être son agonie. En 1848, elle avait retrouvé des ennemis ; elle était redevenue assez imposante pour être un « signe de contradiction. » Des brochures dénonçaient le péril catholique et préparait le kulturkampf.

L'Eglise catholique en France n'est-elle pas déjà arrivée

à cette seconde période, période de renaissance du catholicisme allemand ? Et dans un pays dont les ressources intellectuelles et la générosité native sont pour ainsi dire inépuisables, l'Eglise n'arrivera-t-elle pas plus aisément et plus rapidement encore aux victoires actuelles des catholiques allemands ? Et c'est peut-être ici le cas de rappeler quelle est la cause intime de ces victoires. Le président du premier congrès catholique allemand, François Joseph Buss était un homme du peuple, et cet homme du peuple a écrit les lignes que voici qui sont demeurées à la base du programme du Centre :

« Pour moi, disait Buss, la race humaine est plus qu'un peuple : donc l'Eglise est plus que l'Etat, puisque l'Eglise comprend la race humaine, et que l'Etat ne comprend qu'un peuple.

« Je suis démocrate. Dieu a créé et racheté toutes les âmes pour la liberté. Appuyé sur la large poitrine du peuple, j'appelle à l'aide mon expérience, mes joies et mes peines, ma vocation, mon énergie, mon courage, pour le pauvre peuple.

« Je suis aristocrate. Beaucoup sont appelés, peu sont élus. Je suis monarchiste. Un maître au ciel, un maître sur terre, dans le peuple. Je suis légitimiste. Toute puissance vient de Dieu.

« Je suis républicain, dans le détail : dans l'Eglise, dans la commune, le district, l'empire — mais pas dans la famille. — Je hais ce qui est contre la nature, donc je hais la bureaucratie.

« Je veux être complètement peuple; je ne veux rien admettre, rien ressentir, rien vouloir, rien faire, rien souhaiter dans mes prières que ce que le peuple admet, ressent, veut, fait et souhaite. Il n'est qu'un cas où je veuille une avance sur lui : c'est pour souffrir pour lui, c'est pour lutter pour lui. »

Ainsi s'exprimait en 1848 le président du premier congrès

catholique allemand. Et de l'alliance qui venait d'être contractée entre l'Eglise et le peuple, devait résulter — rappelle Goyau — le rôle social d'un Kettler, la multiplicité des œuvres sociales et, plus tard, des projets de loi sociaux, et le souci constant du clergé allemand de ne point aviser seulement à la défense de ses libertés, oeuvre toute négative, mais aussi et surtout au règne de l'idée chrétienne dans tous les détails des rapports économiques, et à la pénétration des exigences chrétiennes dans toutes les applications de la justice sociale.

Il est réjouissant de constater qu'en France de plus en plus, l'effort de la jeunesse catholique tend dans le même sens, et malgré toutes les apparences, il n'est pas téméraire de pronostiquer le même résultat.

(A suivre)

Maxime REMOND